



MOTION INTERSYNDICALE AU NOM DE TOUS LES AGENTS DE LA DDFIP DE VAUCLUSE

Avignon, le 26/04/2018

A Monsieur GAUTIER, DDFiP de Vaucluse,

Les conditions de travail des agents de la DGFIP sont en constante dégradation depuis trop longtemps. La démarche stratégique, suivie des lignes directrices, et du plan d'adaptation des structures du réseau, ont participé activement à la remise en cause des missions et des métiers de notre administration. Les réflexions en cours dans le cadre de CAP 22 s'inscrivent dans cette tendance lourde. Si elles débouchent sur des décisions, elles aggraveront inévitablement les atteintes à la santé physique et psychique des agents des finances publiques. Tous les signaux d'alerte (baromètre social, fiches de signalement, déclarations d'accident de service, enquêtes et rapports des acteurs de prévention, droits d'alerte des représentants CHSCT ...) en attestent. Les perspectives d'évolution des services, du maillage des implantations, des restructurations, des organisations du travail, ne pourront qu'accentuer les troubles déjà observées.

La DDFiP de Vaucluse n'a pas échappé à cette situation : 130 emplois ont été supprimés en 10 ans, 4 trésoreries ont été fermées, plusieurs missions ont été réorganisées (caisses uniques à Carpentras, Orange et Avignon, PCR-PCE, Enregistrement, Pôle gestion Publique et Pôle Gestion Fiscale de la direction en attendant la gestion hospitalière, le pôle RH ...etc...

Les agents de la direction de Vaucluse sont tous impactés à un degré ou un autre. Les incertitudes qui pèsent sur chacun engendrent un énorme stress et de la colère. Cela c'est notamment traduit dans les fiches d'alerte qui ont été étudiées en CHSCT en janvier 2017, mais aussi dans les taux de grève qui sont régulièrement au-dessus des moyennes nationales (que ce soit pour les mouvements sociaux du niveau fonction publique ou bien DGFIP).

Ainsi, le taux de 42 % supérieur au taux national (39%) lors de la dernière journée de grève dans le cadre de la Fonction Publique, illustre bien cet état de fait.

Les organisations syndicales représentatives de la DGFIP vous alertent tant sur l'ampleur de cette réalité que sur le niveau historique de souffrance au travail dans les services.

En effet, le dernier bilan social fait apparaître plus de 37 % des agents ressentent un stress très important lié directement à leur charge de travail.

Les mesures curatives, telles que les chartes de bonnes relations du travail, la semaine QVT, les cellules d'écoute psychologique ne sont que des palliatifs. Il devient urgent de s'attaquer enfin aux causes réelles du mal être au travail : suppressions d'emplois, fermetures et restructurations de postes ou services et réorganisations incessantes.

Les organisations syndicales exigent en conséquence :

- **un moratoire sur les réorganisations de services et les suppressions d'emplois, afin de reconstruire les repères fonctionnels et professionnels fortement dégradés au cours de ces dernières années.**
- **un bilan contradictoire des mesures de dématérialisation et des simplifications précédemment mises en œuvre, avec les organisations représentatives du personnel, notamment, quant à leur impact concret sur les emplois et le travail réel.**
- **la prise en compte effective de la réalité du travail et de l'avis des agents en matière d'organisation du travail.**
- **la consultation préalable des instances représentatives des personnels concernées, dans des délais suffisants, avant toute évolution de structure, sur l'organisation du travail, les emplois et les moyens de fonctionnement, sur la base d'un projet documenté. Celui-ci devra tenir compte de l'avis et des aspirations professionnelles des agents impactés par les décisions de l'administration.**

C'est pourquoi les agents de la DDFIP du Vaucluse, soutenus par les organisations syndicales soussignées, vous demandent de STOPPER le processus de l'ASR dans notre département, et plus particulièrement les opérations visant les CFP de Sorgues et Monteux, et d'exiger auprès du directeur général et du ministre l'arrêt des suppressions d'emplois dans notre direction, qui est autant destructrice pour le service rendu au public que pour la santé des agents.

Pour toutes ces raisons et parce que les organisations syndicales siégeant au CTL de Vaucluse s'inscrivent dans les actions nationales de mobilisations, Solidaires finances publiques, CGT finances publiques et FO finances publiques ne participeront pas à cette réunion.

Les secrétaires de sections

L. DERBES

F. ROSSINELLI

C. LOCRET

A. MANCINELLI